

# Conférence générale

**GC(68)/19**  
13 septembre 2024

**Distribution générale**  
Français  
Original : anglais

**Soixante-huitième session ordinaire**

## Communication reçue de la mission permanente du Royaume-Uni concernant la demande d'inscription à l'ordre du jour de la Conférence d'une question intitulée « Transfert de matières nucléaires dans le cadre d'AUKUS et ses garanties sous tous leurs aspects dans le cadre du TNP »

1. Le 10 septembre 2024, le Secrétariat a reçu une note verbale de la mission permanente du Royaume-Uni au nom des missions permanentes de l'Australie, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, concernant la demande d'inscription à l'ordre du jour de la Conférence d'une question intitulée « Transfert de matières nucléaires dans le cadre d'AUKUS et ses garanties sous tous leurs aspects dans le cadre du TNP », émanant de la mission permanente de la République populaire de Chine.
2. Conformément à la demande qui y est formulée, la note verbale est reproduite ci-après pour l'information de tous les États Membres.



## MISSION DU ROYAUME-UNI À VIENNE

Note n° : 47/24

La mission de Sa Majesté britannique auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Vienne présente ses compliments au Secrétariat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) au nom des missions permanentes de l'Australie, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni.

Les missions permanentes de l'Australie, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni notent avec regret la demande d'inscription d'un point politiquement motivé (GC(68)/1/Add.2) à l'ordre du jour de la 68<sup>e</sup> session ordinaire (2024) de la Conférence générale, formulée par un seul État Membre. Nous réitérons les préoccupations que nous avons exprimées régulièrement depuis novembre 2021 chaque fois que ce point a été ajouté à l'ordre du jour du Conseil des gouverneurs, comme tout récemment encore dans le document GOV/INF/2024/11.

Nous demeurons préoccupés par le fait qu'un seul État Membre continue de politiser la question du programme de propulsion nucléaire navale de l'Australie par l'ajout répété d'un point ad hoc à l'ordre du jour du Conseil des gouverneurs et de la Conférence générale. Nous rappelons que le point proposé n'a pas été adopté comme point permanent de l'ordre du jour et qu'il n'a jamais recueilli le consensus. Nous comprenons, de nos vastes consultations et des débats du Conseil, que la plupart des États Membres de l'AIEA estiment que ce point de l'ordre du jour est inutile et non justifié, et qu'il réduit le temps limité et précieux dont disposent les États Membres pour traiter des questions urgentes inscrites à un ordre du jour bien rempli et pressant.

Afin d'éviter toute perturbation supplémentaire, nous n'engagerons pas de mesure de procédure contre l'ajout de ce point à l'ordre du jour cette fois mais nous nous réservons le droit de le faire à l'avenir s'il le faut.

Comme l'a déclaré le Directeur général, M. Grossi, l'Agence a un mandat clair et établi de longue date consistant à tenir des discussions confidentielles avec les États Membres sur des questions concernant l'application des garanties. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), le Statut de l'AIEA, ainsi que l'accord de garanties généralisées (AGG) et le protocole additionnel (PA) conclus par l'Australie constituent une base juridique solide sur laquelle le Directeur général et le Secrétariat de l'AIEA peuvent s'appuyer pour dialoguer avec l'Australie au sujet des questions de garanties et de vérification nucléaires. Nous soutenons fermement l'impartialité, l'indépendance et le mandat de l'AIEA consistant à dialoguer avec les États Membres aux fins de l'application des accords de garanties et des activités de vérification, en dehors de toute interférence politique. Le Directeur général, M. Grossi, a indiqué qu'il continuerait à faire rapport au Conseil des gouverneurs selon qu'il conviendrait, et nous appuyons pleinement son pouvoir discrétionnaire à cet égard.

L'Australie, les États-Unis et le Royaume-Uni ont dialogué de façon régulière, ouverte et transparente avec les États Membres et le Secrétariat de l'AIEA sur des questions sincères concernant le programme de propulsion nucléaire navale de l'Australie, notamment lors des 66<sup>e</sup> et 67<sup>e</sup> sessions de la Conférence générale et lors des réunions des comités préparatoires de la Conférence des Parties chargée d'examiner le TNP qui se sont tenues en 2023 et 2024, et ont fourni des informations actualisées à chaque réunion du Conseil des gouverneurs depuis l'annonce de l'initiative AUKUS en septembre 2021. Nous nous engageons à continuer de tenir la communauté internationale informée des aspects liés à la non-prolifération du programme de sous-marins à propulsion nucléaire et à armement conventionnel de l'Australie et, conformément à cet engagement, l'Australie fera le point sur le programme dans le cadre de sa déclaration nationale à la Conférence générale de cette année.

La mission du Royaume-Uni auprès des organisations internationales à Vienne saisit cette occasion pour renouveler au Secrétariat de l'AIEA l'assurance de sa très haute considération au nom des missions permanentes de l'Australie, des États-Unis d'Amérique et du Royaume-Uni, et prie le Secrétariat de bien vouloir distribuer la présente note aux États Membres de l'AIEA.

[Sceau] [Signé]

10 septembre 2024